

BÉJAÏA

Des villageois en colère ferment la RN9

La région du Sahel à l'est du chef-lieu de la wilaya a connu hier un début de semaine très mouvementé suite à la fermeture de la RN n°9 par les villageois de Tizi-Ikhlef, relevant de la municipalité côtière de Tichy.

Tout en bloquant cet axe routier à la circulation reliant la wilaya de Béjaïa à celle de Sétif, les habitants de ce village situé sur les hauteurs de la cité balnéaire de Tichy, à l'est de Béjaïa, ont aussi fermé les sièges de la daïra et de la mairie de Tichy.

A travers leur action radicale de fermeture de route et des sièges de leur daïra et de leur mairie, les villageois protestataires entendent réclamer la fermeture d'une unité de production de peinture située

dans leur cité. «Prévue initialement comme construction à usage d'habitation, son propriétaire l'a transformée en une unité de production de peinture. Une marche de protestation a été organisée il y a une vingtaine de jours pour interpeller les autorités locales», a fait savoir un manifestant.

De leur côté, les responsables municipaux de Tichy ont soutenu sur les ondes de la radio locale «qu'aucune autorisation n'a été



Photo : DR

délivrée par leurs services pour ce genre d'activité dans une maison à usage d'habitation». «On s'est

effectivement déplacé sur les lieux avec le chef de daïra et on a trouvé des équipements installés dans

cette construction à usage d'habitation, mais aucune autorisation n'a été délivrée par mes services à son propriétaire pour l'exercice d'une telle activité de production», a souligné le responsable de l'APC de Tichy.

Il convient de noter que la fermeture de cette importante voie de communication reliant Béjaïa à Sétif a totalement paralysé la circulation dans les deux sens, pénalisant ainsi de simples citoyens des autres wilayas de l'est transitant par Béjaïa ainsi que les centaines de travailleurs devant rejoindre leurs lieux de travail à Béjaïa.

A. Kersani

MOSTAGANEM

Le parc animalier bientôt opérationnel

Le site de loisirs de la ville de Mostaganem, l'un des plus grands projets dans la région ouest du pays, sera probablement ouvert d'ici l'année prochaine. Par contre le parc animalier ouvrira bientôt ses portes.

Le parc de loisirs de 54 hectares est implanté dans la forêt récréative de Kharouba, à Mostaganem.

Il est composé de divers jeux pour enfants et adultes, des aires de repos pour les familles, une pêche, un hôtel, 3 restaurants dont un typiquement malaisien dénommé le ASIAN Hôtel-Restaurant, des cafétérias et autres salons de thé, des pizzerias et de nombreuses boutiques. Avec un parking de 4 000 voitures, le parc peut recevoir jusqu'à 15 000 visiteurs par jour. Il y aura aussi un lac aménagé pour les cygnes et on organisera des animations et des spectacles au bord du lac, en plein air.

La bretelle autoroutière en cours de réalisation d'une distance de 50 kilomètres, reliera l'autoroute Est-Ouest en peu de temps pour faciliter le flux des visiteurs venant au parc de loisirs des autres wilayas. Le parc emploiera une centaine de salariés permanents et autant de saisonniers et plusieurs métiers seront exercés.

Pour le parc animalier, il y aura une panoplie d'animaux dont des tigres, des oiseaux, des crocodiles, des chimpanzés et autres et on croit savoir que ce parc a déjà réceptionné une partie des animaux et sera ouvert lors de cette présente saison estivale.

A. B.

PAR SOLIDARITÉ AVEC LEURS COLLÈGUES EN GRÈVE DE LA FAIM

Des gardes communaux assiègent le siège de la Wilaya de Blida

Par solidarité avec leurs collègues de la wilaya de Aïn Defla, en grève de la faim depuis plusieurs jours, des dizaines de gardes communaux ont observé, hier, un sit-in devant le siège de la Wilaya de Blida, sous une protection soutenue des agents de la police.

Selon des gardes communaux, ce mouvement de protestation a été décidé lorsqu'ils ont constaté «la nonchalance des autorités concernées à l'égard de leurs collègues de Aïn Defla et surtout que leurs revendications n'ont pas été prises en considération».

Pour ces derniers, «les promesses avancées quant à la satisfaction de leurs doléances sont restées lettre morte et les clauses ayant fait l'objet d'accréditation de la part des responsables concernés, après plusieurs années d'engagement, n'ont pas été satisfaites».

Par ailleurs, ils considèrent que le prêt de 100 millions de centimes qui leur a été destiné n'est pas une faveur puisque chaque citoyen

algérien peut ouvrir droit à ce prêt. Pour eux, affirment-ils, l'essentiel de leurs revendications s'articule autour de besoins ayant trait à des obligations d'ordre social tels que le droit au logement et au salaire.

Pour cette raison, disent-ils, ils continueront à observer des sit-in jusqu'à entière satisfaction de leurs doléances. Pour sa part, la res-

ponsable des veuves des gardes communaux informe que plus de 60 femmes veuves vivent dans des conditions indécentes. Elle insiste à ce que la priorité soit accordée à ces femmes en matière d'attribution de logements et d'amélioration de pension qui ne dépasse pas les 14 000 dinars pour certaines.

M. B.

Le maire de Boufarik et deux élus placés sous contrôle judiciaire

Le juge d'instruction du tribunal d'El-Affroun vient de placer sous contrôle judiciaire le maire de Boufarik, deux élus de cette APC et le magasinier, a-t-on appris de sources bien informées. Ils sont accusés de falsification de documents et de trafic d'influence. Selon notre source, une plainte a été déposée par un entrepreneur contre ces élus, les accusant d'avoir falsifié deux contrats de marchés concernant la réalisation d'éclairage public et l'approvisionnement de cette APC en sachets plastiques.

En effet, le plaignant avance dans sa requête que ces derniers l'ont exclu de ces deux marchés en modifiant le contenu de son pli de soumission.

Pour sa part, le maire de Boufarik a nié en bloc toutes ces accusations à son encontre.

M. B.

NAÂMA

Régression très satisfaisante de la leishmaniose

Cinquante-deux cas de leishmaniose ont été recensés en 2014 à travers les communes de la wilaya, notamment dans la commune de Aïn-Sefra et principalement dans les zones d'El-Hammar, Mouileh, Laouinet et Aïn-Rcheg, a-t-on appris auprès de la DSP de la wilaya de Naâma.

La DSP de Naâma indique que les campagnes de lutte, menées ça et là, ont donné des résultats probants ; une régression très satisfaisante par rapport aux années précédentes, où 123 cas ont été enregistrés en 2013, 587

cas en 2012, et 892 cas en 2011, a-t-on appris encore.

La leishmaniose demeure un grave problème de santé publique dans certaines zones pastorales de la wilaya ; une maladie cutanéo-muqueuse qui a ravagé cer-

tains foyers durant les dernières années, où des dizaines de personnes ont été atteintes de ce virus.

Pour l'année en cours, des campagnes de lutte contre le phlébotome ont été programmées par la DSP, avec la collaboration des services agricoles et les services d'hygiène des communes APC, durant la période du 20 avril au 20 mai 2015, où quelque 140 sites ont été traités, alors que dans le but d'éradiquer à la sour-

ce les vecteurs de ces maladies, une surface de plus de 4 500 m² a également été traitée d'aspersion d'insecticides ; une opération, notons-le, qui a touché l'ensemble des zones rurales de wilaya, a encore indiqué la DSP.

La leishmaniose cutanée se compose de deux groupes : oriental (leishmania tropical) et sud-américain (leishmania brasilia). Elle est appelée chez nous le bouton d'Orient (ou le bouton de Biskra), qui siège sur les régions découvertes et se présente sous la forme d'une papille excavée, croûteuse, responsable d'une cicatrice inesthétique, dont les séquelles et les cicatrices restent apparentes après guérison.

Le virus provient, selon les analyses microscopiques, de piqûres des phlébotomes, un insecte de petite taille des pays tropicaux, qui se nourrit de sang, qu'il projette par piqûres sur la peau, provoquant ainsi des démangeaisons. Cette espèce de parasite est le vecteur de la leishmaniose. Le traitement doit lutter contre la surinfection, alors que le vaccin BCG est, selon les études, pratiqué chez les sujets atteints de cette pathologie.

B. Henine

RELIZANE

Le secteur de l'éducation veut mieux faire

Pour M. Chermat Djilali, directeur de l'éducation, toutes les dispositions ont été prises pour assurer le meilleur déroulement pour les examens des trois paliers, «nous avons vu et revu les moindres détails afin d'assurer un environnement propice, permettant à nos enfants de se consacrer uniquement à leurs examens.

Cette période pré-examen est très stressante, difficilement vécue par les candidats. Les semaines qui précèdent ces échéances sont souvent consacrées aux révisions, parfois de manière anarchique, soulève le directeur de l'éducation, pouvant, parfois, avoir des conséquences néfastes sur leur

santé et leur équilibre. Ce qui a contraint l'académie à mobiliser psychologues et pédagogues.

Ces derniers sont à pied d'œuvre, depuis plusieurs semaines, en allant à la rencontre des effectifs concernés, des différentes classes d'examen, pour leur prodiguer des conseils leur permettant d'évacuer leur stress et leur expliquer les meilleures méthodes à employer pour la révision des cours et les temps de repos et de sommeille qu'il faut observer pour une bonne récupération.

Cette disponibilité de tous les moyens humains et matériels vise à maintenir la place de Relizane sur le podium national.

En plus du nombre de réussites, le directeur de l'éducation parle de qualité. M. Chermat a reconnu

que le secteur connaît quelques insuffisances, surtout pour le cycle primaire dont les infrastructures et le personnel extrascolaire sont gérés par les collectivités locales, ne répondant pas, souvent, aux attentes de la tutelle et des parents, comme c'est le cas des cantines scolaires.

Il dira que grâce au programme complémentaire accordé par le chef du gouvernement, lors de son dernier passage dans la wilaya, les locaux en préfabriqué disparaîtront ainsi que les tensions constatées dans certains établissements des trois cycles, avec la réception d'autres infrastructures la saison prochaine qui renforceront celles déjà existantes.

A. Rahmane